



Bureau d'Etudes Maxime Le Bihan - Laurent Le Guennec

## **C.C.A.P.**

### **Cahier Des Clauses Administratives Particulières**

#### **MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX**

**MAIRIE DE BELZ**  
**36 Rue Général de Gaulle**  
**56550 BELZ**

Réhabilitation d'une longère suite à un  
sinistre

Place Edouard Gilliouard  
56550 BELZ

**FEVRIER 2025**

**RECONSTRUCTIONS – RENOVATIONS**

**BSI CONSEIL 08, Lot. de Keroulin – Route de Locoal – 56 550 Locoal Mendon – Tél. 02 97 86 72 44**  
contact@bsi-conseil.fr

T.V.A. Intracommunautaire : FR 49892129156

S.A.R.L. au capital de 5 000€ – R.C.S. B 892 128 156 – Siret 892 128 156 000 14 – Code APE 7111Z



## Bureau d'Etudes Maxime Le Bihan - Laurent Le Guennec

### CCAP-Travaux en cas de marchés séparés

#### Article premier - Objet du marché - Dispositions générales

##### 1-1 Objet du marché - Emplacement des travaux - Domicile de l'entrepreneur

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent chacun des marchés relatifs à l'Objet du marché : **MAIRIE DE BELZ. Réhabilitation d'une longère suite à un sinistre Place Edouard Gilliouard à BELZ.**

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans les DPGF

À défaut d'indication, dans l'acte d'engagement (AE), du domicile élu par l'entrepreneur à proximité des travaux, les notifications se rapportant au marché seront valablement portées à la **COMMUNE DE BELZ** jusqu'à ce que l'entrepreneur ait fait connaître à la personne responsable du marché l'adresse du domicile qu'il aura élu.

##### 1-2 Lots

Le marché est réparti en lots, traités par marchés séparés. Il est composé de 13 lots :

- LOT 1 DEMOLITION-DECONTAMINATION
- LOT 2 MEMBRANE
- LOT 3 GROS ŒUVRE
- LOT 4 CHARPENTE
- LOT 5 COUVERTURE ARDOISE – ETANCHEITE
- LOT 6 MENUISERIES EXTERIEURES
- LOT 7 MENUISERIES INTERIEURES
- LOT 8 PLATRERIE
- LOT 9 CARRELAGE-FAIENCE-SOLS SOUPLES
- LOT 10 PEINTURE – RAVALEMENT
- LOT 11 ELECTRICITE-VMC-CHAUFFAGE
- LOT 12 PLOMBERIE-EQUIPEMENTS SANITAIRES
- LOT 13 RT 2012

##### 1-3 Maîtrise d'œuvre - Maîtrise de chantier

La mission confiée au maître d'œuvre est une mission normalisée de maîtrise d'œuvre avec projet, le maître d'œuvre est chargé de la maîtrise de chantier.

Maître de d'œuvre de conception : BSI CONSEIL – Mr Le Bihan Maxime, 8 Lotissement de Keroulin– 56550 LOCOAL-MENDON : Tél. 02.97.86 .72.44

Maître d'œuvre de réalisation : BSI CONSEIL – Mr Le Bihan Maxime, 8 Lotissement de Keroulin– 56550 LOCOAL-MENDON : Tél. 02.97.86 .72.44 Email : [contact@bsi-conseil.fr](mailto:contact@bsi-conseil.fr)

Contrôle technique : SOCOTEC, agence construction et immobilier Lorient – 4 rue Alice Coléno 56100Lorient, Tél. 02.97.86.15.30 Email : [pierre-baptiste.jacquet@socotec.com](mailto:pierre-baptiste.jacquet@socotec.com)

S.P.S. : SOCOTEC, agence construction et immobilier Lorient – 4 rue Alice Coléno 56100Lorient, Tél. 02.97.86.15.30 Email : [pierre-baptiste.jacquet@socotec.com](mailto:pierre-baptiste.jacquet@socotec.com)

#### **1.4 Redressement ou liquidation judiciaire**

Les dispositions qui suivent sont applicables en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire.

Le jugement instituant le redressement judiciaire ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

En cas de redressement judiciaire, le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché.

Cette mise en demeure est adressée au titulaire, dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L.627-2 du Code du Commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L.622-13 du Code du Commerce.

En cas de réponse négative ou en l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut-être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

En cas de liquidation judiciaire, la résiliation du marché est prononcée sauf si le jugement autorise expressément le maintien de l'activité de l'entreprise. Dans cette hypothèse, le pouvoir adjudicateur pourra accepter la continuation du marché pendant la période visée à la décision de justice ou résilier le marché sans indemnité pour le titulaire.

#### **Article 2 - Pièces constitutives du marché**

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes :

a) pièces particulières :

- l'acte d'engagement ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières, commun à tous les lots et son annexe 1 ;
- le calendrier détaillé d'exécution, visé à l'article 4-1-2 dudit cahier ;
- le cahier des clauses techniques particulières, comprenant une partie commune à tous les lots et une partie propre à chacun d'entre eux et assorti des documents ci-après :
- les plans
- rapport structure

b) pièces générales :

- le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux passés au nom de l'État.
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG), approuvé par le décret no 76-87 du 21 janvier 1976 et approuvé par l'arrêté du 08 septembre 2009 et

## Bureau d'Etudes Maxime Le Bihan - Laurent Le Guennec

l'ensemble des textes qui l'ont modifié, en vigueur lors de la remise des offres ou en vigueur lors de l'établissement des prix (mois M.O.).

- le rappel des pièces constitutives du marché sous l'article 2 devra reprendre les dispositions contenues dans l'acte d'engagement, mais de manière plus précise concernant les documents techniques particuliers à certains lots, qu'il s'agisse éventuellement de diverses normes ou d'autres plans à prendre en compte. En tout état de cause, ces pièces contractuelles sont reprises sous l'article 4 du CCAG.

Il importe aussi de s'assurer du renvoi octroyant ainsi valeur contractuelle à la décomposition du prix global forfaitaire, lorsque bien entendu un tel mode de prix a été retenu, ce détail pouvant s'avérer particulièrement utile concernant le chiffrage de travaux supplémentaires ou en cas de mise en régie ou même de résiliation du marché.

### **Article 3 - Prix et mode d'évaluation des ouvrages - Variation dans les prix (art 10 CCAG)- Règlement des comptes (art 13 CCAG)**

#### **3-1 Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et règlement des comptes**

3-1-1 Le prix du marché est hors TVA, et est établi en tenant compte :

- des sujétions qu'est susceptible d'entraîner l'exécution simultanée des différents lots visés au 1-2 ci-avant ;
- des dépenses communes de chantier, mentionnées au 3-2 ci-après.

3-1-2 Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés par le prix global forfaitaire stipulé à l'article **1B** de l'acte d'engagement. L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement à l'entrepreneur titulaire et à ses sous-traitants.

3-1-3 Modalité de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités – intérêt moratoires

Le délai global de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités est fixé à 30 jours.

#### **3-2 Répartition des dépenses communes de chantier**

##### **3-2-1 Dépenses d'investissement**

Les dépenses dont la nature est indiquée dans la première colonne du tableau 1 sont réputées rémunérées par les prix du marché conclu par l'entrepreneur titulaire du lot indiqué dans la seconde colonne.

Chaque entrepreneur supporte les frais de l'exécution des trous, scellements et raccords qui seront nécessaires à l'exécution des prestations faisant l'objet du lot dont il est titulaire.

Pour le nettoyage du chantier :

- chaque entrepreneur doit laisser le chantier propre et libre de tout déchet pendant et après l'exécution des travaux dont il est chargé ;

## Bureau d'Etudes Maxime Le Bihan - Laurent Le Guennec

- chaque entrepreneur a la charge du nettoyage, de la réparation et de la remise en état des installations qu'il a salies ou détériorées ;

### 3-2-2 Compte prorata

- Chaque entreprise devra participer au compte prorata géré par le titulaire du lot installation de chantier

### 3-3 Variation dans les prix

Les répercussions sur le ou les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après.

3-3-1 Le prix est ferme et non révisable, toutefois si l'ordre de service général de commencement des travaux est donné plus de 1 an après la date de remise des offres les prix seraient actualisés suivant les modalités fixées aux 3-3-3 et 3-3-4.

#### 3-3-2 Mois d'établissement du (ou des) prix du marché

Le prix du marché est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois **de MARS 2025**. Il est appelé « mois zéro ».

#### 3-3-3 Choix de l'index

L'index de référence I choisi en raison de sa structure pour l'actualisation du prix des travaux est l'index national ci-après :

- BT 01 pour l'ensemble des lots.

#### 3-3-4 Modalités de l'actualisation du prix

#### 3-3-5 Modalité de l'application de l'actualisation

l'application de l'actualisation se fait avec un décalage de lecture de 3 mois en arrière, considérant ainsi qu'un prix ferme reste intangible pendant 3 mois.

Si MO est le mois de valeur de base des prix, si Mi est le mois de la date d'effet de l'ordre de service de commencer les travaux, l'actualisation consistera à multiplier tous les prix du marché par le coefficient.

$$CM = i (M(i-3) / i(M0))$$

#### 3-3-6 Application de la TVA

Les montants des acomptes mensuels et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général, en appliquant les taux de TVA en vigueur lors des encaissements correspondants.

### 3-4 Paiement des sous-traitants

#### 3-4-1 Désignation de sous-traitants en cours de marché

#### RECONSTRUCTIONS – RENOVATIONS

BSI CONSEIL 08, Lot. de Keroulin – Route de Locoal – 56 550 Locoal Mendon – Tél. 02 97 86 72 44

contact@bsi-conseil.fr

T.V.A. Intracommunautaire : FR 49892129156

S.A.R.L. au capital de 5 000€ – R.C.S. B 892 128 156 – Siret 892 128 156 000 14 – Code APE 7111Z

## Bureau d'Etudes Maxime Le Bihan - Laurent Le Guennec

L'avenant ou l'acte spécial précise tous les éléments contenus dans la décision prévue à l'article 3.6.1.1. du CCAG-Travaux.

Il indique en outre, pour les sous-traitants à payer directement :

- les renseignements mentionnés à l'article 3.6 du CCAG ;
- le compte à créditer ;
- la personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article 108 du Code des marchés publics ;
- le comptable assignataire des paiements.

### 3-4-2 Modalités de paiement direct

Pour les sous-traitants, le titulaire joint en double exemplaire au projet de décompte une attestation indiquant la somme à régler par le maître d'ouvrage à chaque sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la TVA.

Concernant l'article 3 sur le prix, il n'est pas ici question de rappeler le prix même du marché, par hypothèse inconnu lors de la rédaction du CCAP, mais de préciser son contenu, par rapport à l'incidence de la TVA (le CCAG présumant tous les prix hors TVA), aux éventuelles intempéries, en fonction des interventions des autres lots de l'opération, et selon des dépenses communes de chantier, qui peuvent par ailleurs faire l'objet d'une annexe particulière du CCAP afin de régir entre toutes les entreprises intéressées par l'opération leurs modalités de participation à ces dépenses.

Il peut être utile, afin d'éviter toute difficulté, de prévoir une liste la plus complète possible des dépenses communes ainsi que d'ores et déjà la désignation d'un comité de gestion, qui réunira divers titulaires du marché, mais auquel la personne responsable du marché ne participera pas, compétent pour se prononcer sur la nature de la dépense et son coût. La saisine du maître d'œuvre ou de tel membre du groupement de maîtrise d'œuvre permettra d'éviter la multiplication des conflits.

Il faut rappeler qu'en droit, même en cas de prix forfaitaire, le cocontractant de la personne publique pourra obtenir un supplément de rémunération en cas de bouleversement économique du marché ou de circonstances imprévisibles. Le contenu de ce prix est utilement complété par les stipulations de l'article 10-1 du CCAG.

Cet article précisera aussi utilement, en cas de variation du prix, l'indice choisi et surtout sa valeur de référence ainsi que les modalités d'établissement de la révision, surtout compte tenu des décalages entre la valeur de l'index de la période considérée et sa publication même. Il n'y a plus lieu de réserver une partie fixe du marché, non révisable, pour les marchés locaux, à l'inverse des marchés d'État. Cette révision de prix est aussi synthétisée par l'article 10-4 du CCAG. Enfin, compte tenu des modifications du taux de TVA, il y a tout lieu de prévoir sa fixation par référence à celui en vigueur au jour d'exécution de la prestation, telle que précisée par l'article 3-3-6 du CCAP.

Le cas du paiement direct des sous-traitants, qui ne peut intervenir qu'une fois leur candidature agréée et leurs conditions de paiement acceptées, pourra être précisé.

## Article 4 - Délais d'exécution - Pénalités – Retenues

### 4-1 Délais d'exécution des travaux

## Bureau d'Etudes Maxime Le Bihan - Laurent Le Guennec

### 4-1-1 Calendrier prévisionnel d'exécution

Le délai d'exécution de l'ensemble des lots est fixé à **8 mois hors période de préparation, congés et intempéries.**

Les délais d'exécution propres à chacun des lots s'insèrent dans ce délai d'ensemble, conformément au calendrier prévisionnel d'exécution ci-après.

### 4-1-2 Calendrier détaillé d'exécution

a) Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré par le maître d'œuvre après consultation des entrepreneurs titulaires des différents lots, dans le cadre du calendrier prévisionnel d'exécution figurant au 4-1-1.

Le calendrier détaillé d'exécution distingue les différents ouvrages dont la construction fait l'objet de travaux. Il indique en outre, pour chacun des lots :

- la durée et la date probable de départ du délai d'exécution qui lui est propre ;
- la durée et la date probable de départ des délais particuliers correspondant aux interventions successives de l'entrepreneur sur le chantier.

Après acceptation par les entrepreneurs, le calendrier détaillé d'exécution est soumis par le maître d'œuvre à l'approbation de la personne responsable des marchés dix jours au moins avant l'expiration de la période de préparation visée au 7-1 ci-après.

b) Le délai d'exécution propre à chacun des lots commence à courir à la date d'effet de l'ordre de service prescrivant à l'entrepreneur concerné de commencer l'exécution des travaux lui incombant.

c) Au cours du chantier et avec l'accord des différents entrepreneurs concernés, le maître d'œuvre peut modifier le calendrier détaillé d'exécution dans la limite du délai d'exécution de l'ensemble des lots.

d) Le calendrier initial visé en a), éventuellement modifié comme il est indiqué en c), est notifié par ordre de service à tous les entrepreneurs.

### 4-2 Prolongation des délais d'exécution propres aux différents lots

Le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles, au sens de l'article 19.2.3., premier alinéa, du CCAG, est égal à 15 jours.

### 4-3 Pénalités pour retard

Les dispositions suivantes sont appliquées, lot par lot, en cas de retard dans l'exécution des travaux, comparativement au calendrier détaillé d'exécution élaboré et éventuellement modifié comme il a été indiqué aux 4-1-2 a) et d) ci-avant.



## Bureau d'Etudes Maxime Le Bihan - Laurent Le Guennec

### 4-3-1 Retard sur le délai d'exécution propre au lot considéré

Il est fait application de la pénalité journalière indiquée au 4-3-3 ci-après :

### 4-3-2 Retard sur les délais particuliers correspondant aux interventions successives, autres que la dernière, de chaque entrepreneur sur le chantier

Du simple fait de la constatation d'un retard par le maître d'œuvre, l'entrepreneur encourt la retenue journalière provisoire indiquée au 4-3-3 ci-après.

Cette retenue est transformée en pénalité définitive si l'une des conditions suivantes est remplie :

- l'entrepreneur n'a pas achevé les travaux lui incombant dans le délai d'exécution propre à son lot ;
- ou l'entrepreneur, bien qu'ayant terminé ses travaux dans ce délai, a perturbé la marche du chantier ou provoqué des retards dans le déroulement des marchés relatifs aux autres lots.

### 4-3-3 Montant des pénalités et retenues prévues au 4-3-1 et au 4-3-2.

#### 4-3-3-1 : Pour tous les lots

Numéro du lot	Montant de la pénalité journalière (art. 4-3-1)	Absences non justifiées aux réunions de chantier
Pour tous les lots	1/1000 <sup>ème</sup> du montant du lot avec dérogation au CCAG	Forfait de 100 €

#### 4-3-3-2 : Pour les lots relevant de la clause sociale

- En cas de non respect des obligations relatives à la mise en œuvre de la clause sociale, et après mise en demeure préalable, le(s) titulaire(s) du (des) lot(s) concerné(s) subiront une pénalité égale au nombre d'heures prévu par le marché et non réalisé, multiplié par 2 et multiplié par le SMIC horaire.
- En cas de défaut caractérisé d'information sur l'exécution de la clause d'insertion, le(s) titulaire(s) du (des) lot(s) concerné(s) subiront une pénalité de 100 euros par jour de retard à compter de la mise en demeure par le maître d'ouvrage.

## 4-4 Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Pas de stipulation particulière.

## 4-5 Délais et retenues pour remise des documents fournis après exécution

En cas de retard dans la remise des documents à fournir après exécution par l'entrepreneur conformément à l'article 40 alinéa de 1 à 3 du CCAG, des retenues sont opérées, dans les conditions stipulées à l'article 20-5 du CCAG, sur les sommes dues à l'entrepreneur. Ces retenues ont les valeurs suivantes : 1/2000 ( du montant du lot en cause).



Afin de garantir une parfaite maîtrise des délais d'exécution, d'autant plus délicate du fait des marchés séparés, il conviendra de se référer expressément à un planning d'exécution établi en distinguant chacun des lots concernés ou par référence au point de départ du délai d'exécution imposé au(x) premier(s) lot(s) intervenant(s). L'article 19 du CCAG fixe le point de départ du délai à la notification du marché.

L'assiette des pénalités de retard ne doit pas non plus pouvoir prêter à discussion. Le taux des diverses pénalités doit être précisément fixé, en fonction de chaque fait nécessitant une sanction, qu'il s'agisse d'un retard d'exécution ou d'une absence de fourniture de pièces ou de participation à une réunion de chantier, sans qu'un plafond maximal soit requis, le juge ayant toujours un pouvoir de modération du quantum, à mesure du préjudice effectivement subi, en application des principes inspirés du Code civil. Il est possible de prévoir un taux fixe forfaitaire de pénalité ou par référence à une proportion du prix du marché. Il est aussi possible de prévoir une sanction en cas de retard de levées de réserves, de défaut de nettoyage ou de respect des règles de sécurité et de stockage sur le chantier.

À défaut de stipulation de ce taux de pénalité, l'article 20.1.1, 20.1.2., 20.1.3 du CCAG fixe les pénalités à 1/3 000 du prix du marché par jour, le retard de la remise du projet de décompte étant sanctionné par une pénalité journalière de 1/2 000 pour les situations mensuelles, 1/10 000 pour le décompte final. Les pénalités sont dues sur décision du maître d'œuvre, sans autre formalité, calculées par jour calendaire, sauf dérogation.

Si le document type ne prévoit aucune disposition en cas de repliement des installations de chantier et de remise en état des lieux, il est toutefois prudent de préciser si ces étapes sont ou non comprises dans le délai d'exécution imposé à l'entreprise, compte tenu des risques d'interférence entre les divers lots. D'ailleurs, les stipulations de l'article 28 du CCAG incluent la période de préparation dans le délai d'exécution, sauf dérogation.

#### 4.6 Absence aux réunions de chantier

Toute absence ou retard non justifié au préalable, à une réunion de chantier sera pénalisée par une sanction de 100€ par absence.

### Article 5 - Clauses de financement et de sûreté

#### 5-1 Retenue de garantie

Les marchés prévoient à la charge du titulaire, **une retenue de garantie** dont le montant ne peut être supérieur à 5% du montant initial du marché augmenté, le cas échéant, du montant des avenants.

La retenue de garantie est prélevée par fractions sur chacun des versements, hormis lorsque ces versements présentent le caractère d'une avance.

A défaut de la formulation de telles réserves dans un délais de garantie, cette retenue de garantie doit être remboursée **un mois**, au plus tard, après l'expiration du délai de garantie.

Le titulaire peut, pendant toute la durée du marché, substituer une **garantie à première demande** ou, si le pouvoir adjudicateur ne s'y oppose pas, **une caution personnelle et solidaire** à la retenue de garantie.

## Bureau d'Etudes Maxime Le Bihan - Laurent Le Guennec

La garantie à première demande ou cette caution personnelle et solidaire, ainsi que la retenue de garantie, est calculée sur le montant total du marché, y compris les avenants.

En cas de remplacement de la retenue de garantie par une garantie à première demande ou une caution personnelle et solidaire en cours de marché, les montants déjà prélevés au titre de la retenue de garantie sont reversés au titulaire après constitution de la garantie de substitution.

Lorsque les conditions prévues par le code sont réunies, la libération des garanties, quel que soit le régime de garantie retenu, **procède de la décision du seul acheteur public** et non du comptable public.

Dans le cas où un avenant est constitué en cours de marché, il sera également soumis à une retenue de garantie de 5% . Par contre si une caution personnelle et solidaire est constituée pour ce marché une extension de cette caution personnelle et solidaire peut être également fournie par avenant, à défaut la retenue de garantie s'applique.

Le délai de garantie est fixé à **12 mois** à compter de la réception des travaux .

### 5-2 Avance forfaitaire

Conformément à l'article 87 du Code des Marchés Publics, une avance est accordée au titulaire d'un marché d'une durée supérieure à deux mois et comportant un montant initial supérieur à 50 000 € H.T. L'avance est accordée en une seule fois.

Dans tous les cas, le titulaire peut refuser le versement de l'avance en le précisant dans l'acte d'engagement.

Sous réserve des dispositions de l'article 115 du Code des Marchés Publics relatives à la sous-traitance, le montant de l'avance est fixé à 5% d'une somme égale à douze fois le montant initial du marché divisé par la durée exprimée en mois.

L'entrepreneur doit fournir la garantie à première demande prévue à l'article 89 du Code des Marchés Publics.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans un délai maximum de 30 jours compté à partir de la date de début d'exécution des travaux.

Le remboursement de l'avance effectué par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes ou de règlement partiel définitif ou de solde, commence lorsque le montant des travaux exécutés atteint ou dépasse 65% du montant du marché.

Ce remboursement doit être terminé lorsque le montant des travaux exécutés atteint 80% du montant toutes taxes comprises.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants.

Par dérogation à l'article 11.4 du CCAG-Travaux, l'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

Le versement de cette avance, dont le montant doit être au moins égal à 5% du montant des prestations sous-traitées à exécuter au cours des douze premiers mois suivant la date de commencement de leur exécution, et son remboursement sont effectués à la diligence du prestataire ayant le contrat de sous-traitance.

Le droit à l'avance du sous-traitant est ouvert dès la notification du marché ou l'acte spécial par la personne signataire du marché.

## Bureau d'Etudes Maxime Le Bihan - Laurent Le Guennec

Le remboursement de cette avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le sous-traitant atteint ou dépasse 65% du montant de l'acte spécial. Le remboursement doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80%.

Le prestataire ayant conclu le contrat de sous-traitance prend ce versement et ce remboursement en compte pour fixer le montant des sommes devant faire l'objet d'un paiement direct au sous-traitant.

Si le titulaire du marché qui a perçu l'avance sous-traite une part du marché postérieurement à sa notification, il rembourse l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées, même dans le cas où le sous-traitant ne peut pas ou ne souhaite pas bénéficier de l'avance.

Le remboursement par la titulaire s'impute sur les sommes qui lui sont dues par le pouvoir adjudicataire dès la notification de l'acte spécial.

### 5-3 Avances sur matériels

Aucune avance sur matériels de chantier n'est versée à l'entrepreneur.

#### NOTA :

L'article 5 concernant les clauses de financement rappellera les modalités de la garantie à première demande. L'acte type prévoit une dérogation aux dispositions de l'article 11-4 du CCAG fixant les modalités d'établissement de la révision des prix à la fin de chaque mois, par rapport aux sommes décomptées précédemment. Il déroge aussi aux dispositions de l'article 13-1.2.-4 intégrant les avances dans le décompte mensuel et à l'article 13-2.1. Concernant l'établissement des acomptes mensuels, puisque la déduction de l'avance forfaitaire afin de permettre son remboursement n'intervient qu'après établissement du montant mensuel de l'acompte accru de sa révision. Il faut rappeler que l'acte d'engagement du titulaire peut toujours prévoir une renonciation à la perception de cette avance forfaitaire.

L'article 5 concernant les clauses de financement rappellera les modalités de la garantie à première demande. L'acte type prévoit une dérogation aux dispositions de l'article 11-4 du CCAG fixant les modalités d'établissement de la révision des prix à la fin de chaque mois, par rapport aux sommes décomptées précédemment. Il déroge aussi aux dispositions de l'article 13-1.2.-4 intégrant les avances dans le décompte mensuel et à l'article 13-2.1. concernant l'établissement des acomptes mensuels, puisque la déduction de l'avance forfaitaire afin de permettre son remboursement n'intervient qu'après établissement du montant mensuel de l'acompte accru de sa révision. Il faut rappeler que l'acte d'engagement du titulaire peut toujours prévoir une renonciation à la perception de cette avance forfaitaire.

## Article 6 - Préparation - Coordination et exécution des travaux

### 6-1 Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Il est fixé une période de préparation, commune à tous les marchés, qui n'est pas comprise dans le délai d'exécution de l'ensemble des lots. Sa durée est de **2 semaines**. Elle commence à courir à compter de la notification des marchés.

### 6-2 Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes rémunérés au-dessous du taux normal des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employés sur le chantier ne peut excéder dix pour cent (10 %) et le maximum de réduction possible de leur salaire est fixé à dix pour cent (10 %).

### 6-3 Garde du chantier en cas de défaillance d'un entrepreneur

Si le marché relatif à un lot autre que le lot n° 1 (*gros œuvre*) est résilié par application des articles 47 46.1 ou 48 du CCAG, l'entrepreneur titulaire du lot suivant doit assurer la garde des ouvrages, approvisionnements et installations réalisés par l'entrepreneur défaillant, et ce jusqu'à la désignation d'un nouvel entrepreneur.

Les dépenses justifiées entraînées par cette garde ne sont pas à la charge de l'entrepreneur titulaire du lot n° 1 (*gros œuvre*).

Il est aussi possible de prévoir un article complémentaire afin de préciser les conditions de provenance et de qualité des matériaux mis en œuvre, sous réserve des articles 21 à 26 inclus du CCAG, surtout pour les lots devant répondre à des impératifs esthétiques ou architecturaux, et ce aussi sous réserve des dispositions techniques particulières qui doivent être reprises dans le CCTP de l'opération.

Les dispositions de l'article type 7-3 sur la garde du chantier sont d'importance : il est nécessaire de prévoir l'entreprise qui devra assurer la garde en cas de défaillance du titulaire du lot gros œuvre ou de tout autre établissement chargé de cette mission. En effet, de droit, le titulaire reste gardien pendant toute la durée du chantier et jusqu'à réception, sans que le propriétaire maître d'ouvrage puisse être concerné.

Il est aussi utile de lister, à titre de modalités d'exécution des travaux, toutes les sujétions particulières liées à l'opération, comme le nettoyage des abords ou le respect du voisinage ou toute autre servitude, afin que le maître d'ouvrage ne puisse être recherché du fait de l'opération de construction ; à défaut, les articles 31, 34 et 35 du CCAG s'appliqueront.

## Article 8 - Contrôles et réception des travaux

### 8-1 Essais et contrôles des ouvrages

Les essais et contrôles d'ouvrages ou parties d'ouvrages prévus par les fascicules du CCTG ou par le CCTP sont assurés par l'entrepreneur à la diligence et en présence du maître d'œuvre.

### 8-2 Réception

Par dérogation à l'article 41-1 à 3 du CCAG :

- la réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux relevant des lots considérés ; elle prend effet à la date de cet achèvement ;

Postérieurement à cet avis, la procédure de réception se déroule simultanément pour tous les lots considérés, comme cela est stipulé à l'article 41 du CCAG.

### 8-3 Documents fournis après exécution

## Bureau d'Etudes Maxime Le Bihan - Laurent Le Guennec

Sont dispensés de fournir :

- les notices de fonctionnement et d'entretien des ouvrages, par les entrepreneurs titulaires des lots : Electricité, sanitaire, chauffage, plomberie. réseaux
- les plans et autres documents conformes à l'exécution, les entrepreneurs titulaires des autres lots.

### 8-4 Délai de garantie

Le délai de garantie est d'un an pour l'ensemble des ouvrages.

### 8-5 Assurances

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, l'entrepreneur doit justifier qu'il est titulaire d'une assurance garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux et d'une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-2 et 2270 du Code civil. Du fait du caractère technique des essais et modalités de contrôles des ouvrages, le CCTP devrait plus particulièrement leur apporter quelques précisions, les dispositions générales du CCAG (art. 24, 25 et 38) étant suffisantes.

Quant aux opérations de réception, s'il n'est plus exigé de procéder à des opérations provisoires avant la réception définitive, il n'est nullement exclu de prévoir des opérations de préréception afin de permettre le prononcé rapide de la réception et à moindre réserve. Seule cette opération fondamentale met un terme aux rapports contractuels au titre du marché, la garantie légale intervenant ultérieurement. La réception reste l'acte, émanant du maître d'ouvrage, d'acceptation de celui-ci, avec ou sans réserves. Il est toujours possible de procéder à des réceptions partielles pour tout ou partie d'ouvrage ou lorsque les circonstances l'exigent (article 42 du CCAG). La prise de possession, comme le paiement de l'entreprise, même en intégralité, ne vaut pas automatiquement réception.

Les garanties restent régies par les principes inspirés des articles 1792 et 2270 du Code civil dans leur rédaction en vigueur à la suite de la loi n° 78-12 du 4 janvier 1978 d'ordre public :

- durant une année suivant la réception pour le tout : parfait achèvement ;
- deux ans pour les éléments dissociables : garantie de bon fonctionnement ;
- dix ans pour les ouvrages compromettant la destination des lieux ou sa solidité : garantie décennale.

Des dispositions particulières de durée de garantie peuvent être convenues notamment sur certaines matières mises en œuvre par le titulaire du lot, toujours par extension des minima légaux. Le contenu de cette garantie contractuelle est précisé par l'article 44 du CCAG.

Quant aux attestations d'assurance, il peut être utile de solliciter des polices spéciales ou des clauses particulières et d'exiger une réduction des éventuelles franchises, plafonds et exclusions de garantie, notamment pour les activités déclarées prises en charge, l'incidence de la sous-traitance ou des dommages immatériels.

### Article 9 - Dérogations aux documents généraux

Les dérogations apportées aux documents généraux et normes françaises homologuées sont explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP et du CCTP :

a) CCAG :

- dérogation à l'article 41-1 à 3 du CCAG résultant de l'article 8-2 du présent CCAP ;



## Bureau d'Etudes Maxime Le Bihan - Laurent Le Guennec

- dérogations aux articles 11-4 , 13.1.2.et 13.2.1 du CCAG apportées par l'article 5-2 du présent CCAP ;

*b) CCTG :*

Le CCAP, comme indiqué ci-avant s'achève par un article récapitulant les dérogations au CCAG, sans que leur omission entraîne leur nullité. Il n'est habituellement pas signé par les parties et, dans la mesure où l'acte d'engagement s'y réfère, ces stipulations s'imposent au titulaire du marché.

### **SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE :**

#### **Opération catégorie 2**

Conformément à la loi N° 93-1418 du 31 décembre 1993, et aux décrets de 26 décembre 1994, et des 4 et 6 mai 1995 les entrepreneurs sont contractuellement tenus de prendre toutes les dispositions qui s'imposent et de répondre à toutes les dispositions qui s'imposent et de répondre à toutes demandes du coordinateur concernant l'intégration de la sécurité et l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé sur les chantiers.

L'entreprise devra prévoir tous les frais nécessaires suivant indications du coordinateur S.P.S (mesures d'organisation générale du chantier).